

nous avons joui d'une prospérité sans précédent provenant de trois sources: premièrement, les épargnes que les gens avaient accumulées durant la guerre et qu'ils ont dépensées depuis lors; en deuxième lieu, les prêts et les dons que les États-Unis ont mis à la disposition de l'économie mondiale mais qui commencent à s'épuiser, et, enfin, les prêts et les dons semblables du Canada qui sont, cependant, presque épuisés.

La période de prospérité tire à sa fin. Elle se ralentit déjà et à la fin de 1950, il n'en sera plus question. Je ne suis pas pessimiste, je me contente d'envisager les faits. Il ne semble pas que les partisans du Gouvernement s'arrêtent à une telle constatation. On dit qu'il sera bien possible de commercer quelque part. Si les pays du monde, outre le Canada et les États-Unis, avaient de l'argent pour payer, le commerce mondial se maintiendrait; mais nous savons que les prix de revient sont tellement plus élevés en Grande-Bretagne qu'au Canada et aux États-Unis que les denrées britanniques ne peuvent concurrencer les nôtres ni celles de nos voisins du sud et que, par conséquent, elles ne peuvent trouver acquéreur. On peut en dire autant du reste de l'Europe. Quant à l'extrême Orient, je l'ai dit tantôt, c'est l'anarchie qui y règne.

Le Gouvernement songe au soutien des prix. Grâce à un tel programme appliqué depuis quatre ans et plus aux États-Unis, on a accumulé des excédents que, dans certains cas, il a fallu sacrifier à vil prix. Les pommes de terre, par exemple, qui ont coûté au moins un dollar le sac, se vendent un sou le sac.

Les lois de l'économie sont immuables. Nous pouvons, par un expédient quelconque en fausser un peu le jeu, mais nous finirons un jour par expier cette intervention, et il nous en cuira.

Peut-être me trouvera-t-on par trop pessimiste mais, je le répète, je suis réaliste. Je ne veux pas me vanter mais, qu'il me soit permis de le rappeler à mes collègues, il y a environ un an, dans une occasion semblable à celle-ci, j'avais averti le Sénat que le Gouvernement briguerait les suffrages le 27 juin. Personne ne m'a cru. Quant aux journaux, ils ont attaché si peu d'importance à ma prédiction qu'ils ont déclaré n'y ajouter aucune foi. Mais elle s'est réalisée. Pourquoi l'avais-je formulée? Parce que, aux dires de nos journaux et de nos revues commerciales, la statistique commerciale dans toutes les parties du monde me portait à croire, ainsi que certains autres, que les années d'abondance tiraient à leur fin. J'étais persuadé que le Gouvernement s'en rendait compte lui aussi et qu'il voudrait avoir franchi les élections générales avant que le commun des mortels eût compris la gravité de la crise commerciale qui s'annonçait.

On a eu recours, je le répète, à d'incessants maquillages pour leurer la population. Qu'a fait le Gouvernement le printemps dernier? Distribution d'un très fort excédent du produit de la vente du blé! Réduction de l'impôt sur le revenu, surtout à l'égard des gagnepetit! Et remboursement d'épargnes obligatoires! Tout cela a fait croire à la population qu'une grande prospérité régnait au pays et le résultat des élections a démontré clairement que les gestes posés avaient bel et bien eu cet effet sur les électeurs. "Le peuple ne tue pas le Père Noël", a dit quelqu'un,—un Américain, je crois. Le résultat des élections ne m'intéresse nullement ni m'intéresse, j'imagine, aucun autre sénateur; je ne le mentionne qu'afin de montrer les agissements du Gouvernement. Peu importe ces agissements, cependant; on ne saurait longtemps résister aux lois de l'économie et le reflux commence à se faire sentir.

A quoi servent toutes ces paroles, dira-t-on? Il importe grandement, à mon sens, d'avertir la population de se préparer aux événements prochains. Il est insensé d'imaginer que l'intervention de l'État saura conjurer la crise commerciale imminente ou déjà existante. Que les Canadiens sachent que la lune de miel postérieure à la guerre est terminée et qu'il nous faut travailler avec plus de vigueur et d'application et accepter un niveau de vie inférieur si nous voulons survivre à la tempête. Nous ne voulons pas la répétition des années 30 alors qu'on n'a rien fait tant que la tempête n'eût pas fondu sur nous; il était alors trop tard pour la conjurer. Je prie instamment le Gouvernement de mettre ordre dans la maison et de déclarer, comme l'a fait hier le sénateur d'Huron-Perth (l'honorable M. Golding), qu'il ne peut dépenser que les sommes perçues du contribuable et que les perceptions seront moindres si le gousset du contribuable s'aplatit.

En terminant, je tiens à répéter que le Canada est un grand pays, aux immenses ressources forestières, maritimes et agricoles; mais dans les circonstances actuelles il faut un labeur diligent pour gagner son pain. Point de route facile pour nous. Puisse-nous tous être disposés à faire notre part en vue d'éviter une autre crise du genre de celle qui a sévi chez nous dans les années 30. Soyons résolus à ce que les hommes et les femmes de notre pays puissent travailler et toucher un salaire afin d'assurer leur subsistance et celle de leur famille. Nous y arriverons à condition de nous rendre compte des problèmes que, comme j'ai tâché de le montrer, notre pays doit résoudre.

Honorables sénateurs, voilà ma façon d'envisager les choses. Je ne blâme pas le Gouvernement: ce qui est fait est fait, il n'y a pas à y revenir. Mais à titre de sénateurs, à titre